

## Étude sur l'évolution du pouvoir d'achat des salariés de l'administration québécoise durant la décennie 2000

### Éléments couverts et méthodologie

Le rapport *Étude sur l'évolution du pouvoir d'achat des salariés de l'administration québécoise durant la décennie 2000* présente des résultats de rémunération dans la fonction publique et les réseaux de l'éducation (commissions scolaires et cégeps) et de la santé et des services sociaux. L'étude porte sur le coût global de la rémunération et ses composantes : le salaire, la rémunération supplémentaire et les primes ainsi que les avantages sociaux. Les résultats sont présentés selon la catégorie d'emplois, le statut d'emploi et la tranche d'âge. Une section décrit les mouvements de l'effectif de l'administration québécoise.

Les données pour l'administration québécoise ont été fournies par le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec. Des données de Statistique Canada ont été utilisées afin de présenter des résultats pour l'ensemble des salariés québécois. Bien que les éléments de rémunération ne soient pas identiques, leurs affinités permettent une mise en relation des mouvements de rémunération dans les deux ventilations.

L'indice des prix à la consommation (IPC) a été utilisé pour déterminer la valeur de la rémunération en termes réels (dollars constants), ce qui permet de refléter les gains ou les pertes de pouvoir d'achat des employés durant la période étudiée. De plus, l'évolution de la rémunération sur une plus longue période, soit trois décennies, est examinée.

## Employés de l'administration québécoise

### Augmentation des salaires et de la rémunération supplémentaire et des primes en termes réels

- ▣ Les salaires et la rémunération supplémentaire et les primes<sup>1</sup> en dollars courants ont augmenté de 23,9 % entre les années 1999-2000 et 2009-2010; ils sont passés de 43 510 \$ à 53 890 \$ (voir tableau 1).
- ▣ La hausse de l'IPC a été de 20,8 % entre les années 1999-2000 et 2009-2010; il en résulte une augmentation des salaires et de la rémunération supplémentaire et des primes de 2,6 % en termes réels.
- ▣ En dollars constants de 2009-2010, la diminution la plus grande des salaires et de la rémunération supplémentaire et des primes au cours de la période est constatée en 2002-2003 (- 1 156 \$), alors que l'augmentation la plus élevée est notée en 2006-2007 (+ 1 947 \$).
- ▣ La croissance nominale des avantages sociaux a été supérieure au taux de l'IPC pendant la période, sauf en 2002-2003 et en 2003-2004. La différence la plus grande est constatée en 2007-2008 (+ 2,4 points de pourcentage) (voir figure 1).

1. La somme de ces éléments se rapproche le plus du concept des salaires et traitements pour l'ensemble des salariés québécois.

Tableau 1

**Évolution des salaires plus la rémunération supplémentaire et les primes, administration québécoise, 1999 à 2010**

Année	Courants	Constants <sup>1</sup>
	§	
1999-2000	43 510	52 549
2000-2001	..	..
2001-2002	46 505	53 887
2002-2003	46 983	52 731
2003-2004	46 791	51 703
2004-2005	47 204	51 031
2005-2006	48 751	51 479
2006-2007	51 235	53 426
2007-2008	51 706	52 977
2008-2009	52 902	53 491
2009-2010	53 890	53 890

.. Donnée non disponible.

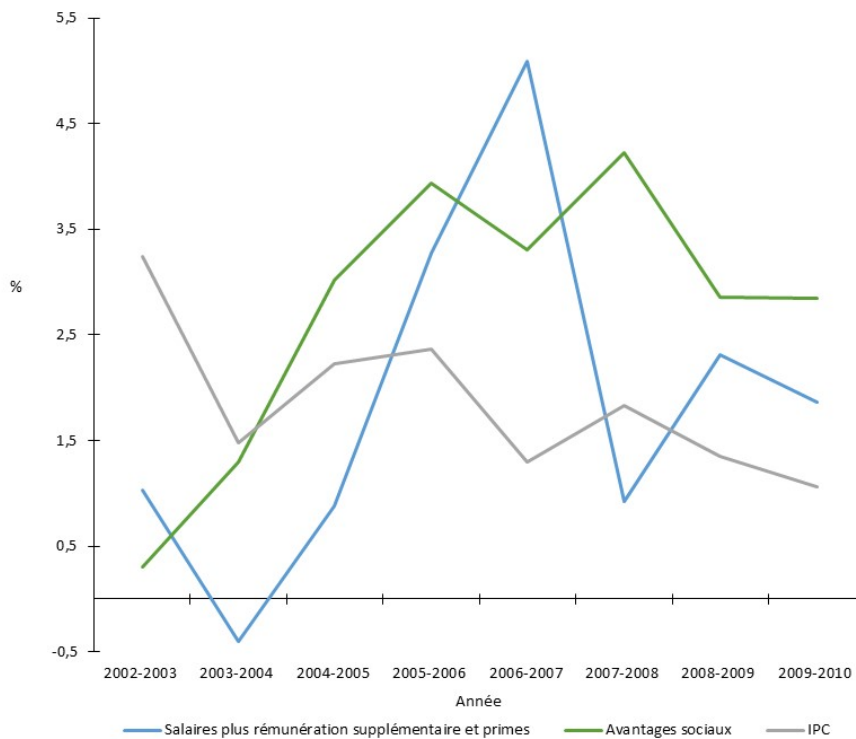
1. Dollars constants de 2009-2010.

Source : Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Figure 1

**Croissance nominale des salaires moyens plus la rémunération supplémentaire et les primes, des avantages sociaux et de l'IPC, administration québécoise, 2002-2003 à 2009-2010**



## Croissance positive du coût global réel de la rémunération

- Entre 1999-2000 et 2009-2010, le coût global moyen de la rémunération en termes réels a augmenté de 5,4 %. Ainsi, il était de 60 419 \$ en 1999-2000 comparativement à 63 688 \$ en 2009-2010 (voir tableau 2). Le salaire représente environ 80 % du coût global. L'évolution de cette composante détermine donc en grande partie celle du coût global. La croissance du salaire réel moyen des employés de l'administration québécoise pour la période couverte a été de 4,4 %.
- La rémunération supplémentaire et les primes sont une composante plus sensible à la conjoncture; ainsi, le coût de cette composante est davantage susceptible de subir des fluctuations que celui des avantages sociaux ou du salaire tout au long d'un intervalle. Le coût réel de la rémunération supplémentaire et des primes a diminué entre 1999-2000 et 2009-2010, passant de 3 666 \$ à 2 858 \$, ce qui représente une baisse de 22,0 %.
- Le coût réel des avantages sociaux a augmenté de 24,5 % au cours de la période analysée. Ceux-ci représentaient 7 870 \$ en 1999-2000 comparativement à 9 798 \$ en 2009-2010.
- La part de la rémunération supplémentaire et des primes dans le coût global a diminué entre 1999-2000 et 2009-2010 (-1,6 point de pourcentage), alors que le poids des avantages sociaux a augmenté. En 1999-2000, cette dernière composante représentait 13,0 % du coût global comparativement à 15,4 % en 2009-2010.

Tableau 2

### Composantes du coût global de la rémunération, administration québécoise, 1999-2000 et 2009-2010

Composante	1999-2000		2009-2010	
	Constants <sup>1</sup>	Coût global	Constants <sup>1</sup>	Coût global
	\$	%	\$	%
Salaires	48 883	80,9	51 032	80,1
Rémunération supplémentaire et primes	3 666	6,1	2 858	4,5
Avantages sociaux	7 870	13,0	9 798	15,4
<b>Coût global</b>	<b>60 419</b>	<b>...</b>	<b>63 688</b>	<b>...</b>

... N'ayant pas lieu de figurer.

1. Dollars constants de 2009-2010.

Source : Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

## Le salaire réel augmente pour 7 des 11 catégories d'emplois...

- En ce qui concerne l'ensemble des employés, le salaire, en dollars constants de 2009-2010, passe de 48 883 \$ à 51 032 \$ entre 1999-2000 et 2009-2010 (voir tableau 3), ce qui représente une augmentation de 4,4 %<sup>2</sup>.
- La croissance réelle a été également positive pour 7 des 11 catégories d'emplois, dont 5 montrent des taux supérieurs à celui de l'ensemble des employés. Ce sont les infirmières qui affichent le pourcentage le plus élevé (+ 8,7 %), alors que les infirmières bachelières présentent une croissance réelle de 7,8 %.
- À l'opposé, les professionnels ont connu la baisse du salaire la plus forte (- 3,0 %). Les employés d'entretien et de service, les ouvriers ainsi que agents de la paix ont vu aussi leur salaire diminuer au cours de la décennie.

2. Le tableau 3.4 du rapport présente les taux de croissance.

## ... et le coût global, pour 9 catégories

- Tout comme pour l'ensemble des employés, la croissance réelle du coût global moyen est positive pour 9 des 11 catégories d'emplois.
- Cinq catégories montrent une croissance réelle du coût global supérieure à celle de l'ensemble des employés (+ 5,4 %)³. Parmi elles, les cadres se distinguent par le taux le plus élevé (+ 14,7 %). Suivent les agents de la paix et les infirmières bachelières dont les pourcentages de croissance du coût global sont respectivement de 12,1 % et de 9,2 %.
- Par contre, les professionnels et les employés d'entretien et de service ont vu leur coût global réel diminuer pendant la période analysée (respectivement – 1,5 % et – 1,7 %).

Tableau 3

### Salaires et coût global de la rémunération par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des employés de l'administration québécoise, en dollars constants, 1999-2000 et 2009-2010

Catégorie d'emplois	Salaires		Coût global	
	1999-2000	2009-2010	1999-2000	2009-2010
	\$ constants <sup>1</sup>			
Cadres	80 631	85 655	93 901	107 734
Professionnels	65 969	63 987	79 294	78 128
Enseignants	54 906	58 600	64 679	69 734
Infirmières bachelières	62 149	67 014	78 556	85 778
Infirmières	51 614	56 081	69 781	74 588
Infirmières auxiliaires	34 865	36 520	47 102	47 914
Techniciens	45 795	46 893	57 106	58 804
Employés de bureau <sup>2</sup>	34 264	35 672	43 057	44 657
Employés d'entretien et de service	34 696	34 460	44 757	44 005
Ouvriers	39 729	38 994	51 092	51 901
Agents de la paix	49 691	49 646	64 648	72 484
<b>Ensemble des employés<sup>3</sup></b>	<b>48 883</b>	<b>51 032</b>	<b>60 419</b>	<b>63 688</b>

1. Dollars constants de 2009-2010.

2. Cette catégorie inclut également les assistants-techniciens.

3. L'ensemble tient compte de certaines catégories d'emplois non présentées. En 2009-2010, leur proportion était de 1,8 %.

Source : Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

3. Les taux de croissance sont calculés sur la base des valeurs présentées au tableau 3. Le tableau 3.6 du rapport présente les taux de croissance pour les composantes du coût global.

# Ensemble des employés québécois

## Gain de pouvoir d'achat durant la décennie

- ❑ Les salaires et les traitements moyens des employés québécois sont passés de 33 901 \$ à 43 066 \$ entre 1999 et 2009, soit une augmentation de 27,0 % (voir tableau 4).
- ❑ La hausse de l'IPC s'établit à 21,2 % pour la période 1999-2009; il en résulte une croissance salariale réelle positive (+ 4,8 %).
- ❑ Après une perte de pouvoir d'achat significative entre 2001 et 2003, les employés québécois se sont enrichis durant les six années suivantes.
- ❑ En dollars constants de 2009, les Québécois gagnent en moyenne 1 974 \$ de plus qu'en 1999. L'augmentation la plus élevée au cours de la décennie est observée en 2000 (gain de 1 312 \$). Il est à noter que des ajustements d'équité salariale ont été versés dans l'administration québécoise au printemps 2007. Dans le secteur de la santé et des services sociaux et dans celui de l'éducation, la moyenne des ajustements salariaux a été de 5,97 %, alors que dans la fonction publique la moyenne a été de 5,04 %. Les ajustements visaient 360 000 personnes, ce qui représente 10,9 % de l'ensemble des employés du Québec.
- ❑ La croissance nominale du revenu supplémentaire a été supérieure au taux de l'IPC, sauf en 2004 et en 2007. La différence la plus grande est constatée en 2003 (+ 12,8 points de pourcentage) (voir figure 2).
- ❑ La croissance réelle positive du revenu du travail au cours de la décennie 2000 (+ 7,5 %) s'explique, d'une part, par l'augmentation de 4,8 % des salaires et traitements moyens et, d'autre part, par l'augmentation de 27,4 % du revenu supplémentaire moyen.
- ❑ La croissance réelle la plus élevée du revenu du travail est observée en 2000 (+ 3,2 %); la croissance devient négative les deux années suivantes, puis connaît de nouveau des valeurs positives, et ce, jusqu'à la fin de la période.

Tableau 4

### Évolution des salaires et traitements et du revenu du travail, en dollars courants et constants, Québec, 1999 à 2009

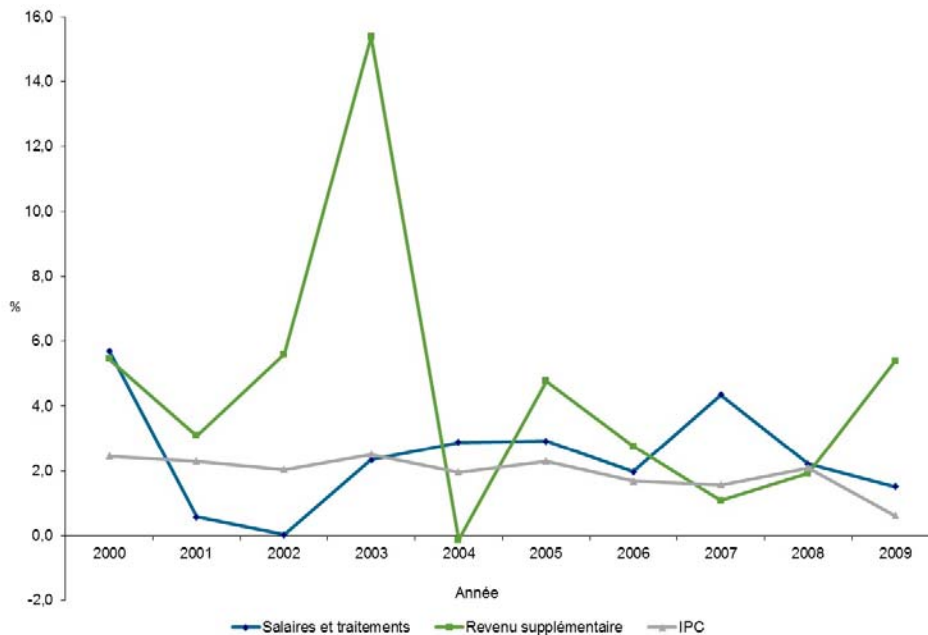
Année	Salaires et traitements		Revenu du travail	
	Courants	Constants <sup>1</sup>	Courants	Constants <sup>1</sup>
	\$			
1999	33 901	41 092	38 425	46 575
2000	35 831	42 404	40 601	48 049
2001	36 046	41 720	40 964	47 412
2002	36 048	40 871	41 238	46 755
2003	36 872	40 788	42 858	47 409
2004	37 894	41 100	43 866	47 577
2005	38 960	41 315	45 211	47 994
2006	39 790	41 491	46 223	48 199
2007	41 397	42 328	47 880	49 158
2008	42 552	42 809	49 198	49 495
2009	43 066	43 066	50 048	50 048

1. Dollars constants de 2009.

Sources : Statistique Canada, *Estimations du revenu du travail : tableaux de données*, numéro 13-021-X au catalogue, dernière mise à jour le 27 novembre 2015; *Enquête sur la population active* (EPA), Tableau 282-0076, dernière mise à jour le 7 janvier 2016. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Figure 2

**Croissance nominale des salaires et traitements moyens, du revenu supplémentaire et de l'IPC, Québec, 2000 à 2009**



Sources : Statistique Canada, *Estimations du revenu du travail : tableaux de données*, numéro 13-021-X au catalogue, dernière mise à jour le 27 novembre 2015; *Enquête sur la population active (EPA)*, Tableau 282-0076, dernière mise à jour le 7 janvier 2016. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

## Analyse comparative des décennies 1980, 1990 et 2000

### La croissance réelle de la rémunération dans l'administration québécoise sur 30 ans plus faible que celle de l'ensemble du Québec

- ❑ L'ensemble des employés du Québec ont connu une croissance réelle positive de leurs salaires et traitements moyens pendant la décennie 1980 (3,0 %), ce qui a influencé à la hausse l'évolution de leur revenu moyen réel du travail (1,8 %) (voir tableau 5).
- ❑ Au cours des deux décennies suivantes, ces employés ont également obtenu un gain de leur pouvoir d'achat; l'augmentation des salaires et traitements ainsi que du revenu du travail est plus élevée entre 1989 et 1999. Sur une période de 30 ans, la croissance réelle des salaires et traitements a été de 17,3 %, et celle du revenu du travail, de 22,0 %.
- ❑ Dans l'administration québécoise, les tendances de rémunération étaient similaires à celles de l'ensemble du Québec pour les périodes qui peuvent être comparées; mais le gain de pouvoir d'achat a été plus fort pour l'ensemble du Québec. Durant la décennie 2000, les salaires et traitements ont augmenté de 4,8 % pour l'ensemble du Québec, alors que le paramètre de l'administration québécoise est de 2,6 %. Également, la croissance réelle du revenu global pour l'ensemble du Québec a été plus élevée que celle du coût global de la rémunération de l'administration québécoise (+ 7,5 % contre + 5,4 %).
- ❑ Sur trois décennies, ces derniers employés ont connu une croissance réelle positive de leur salaire avec la rémunération supplémentaire et les primes ainsi que de leur coût global de la rémunération, mais ces valeurs sont bien inférieures aux paramètres observés dans l'ensemble du Québec. Les différences sont respectivement de 15,4 et de 15,5 points de pourcentage.

Tableau 5

**Croissance réelle<sup>1</sup> de la rémunération, ensemble du Québec et administration québécoise, décennies 1980, 1990 et 2000**

Période <sup>2</sup>	Ensemble du Québec		Administration québécoise	
	Salaires et traitements	Revenu du travail	Salaires plus rémunération supplémentaire et primes	Coût global
	%			
1979-1980 à 1989-1990	3,0	1,8	.. <sup>3</sup>	.. <sup>3</sup>
1989-1990 à 1999-2000	8,6	11,5	.. <sup>4</sup>	.. <sup>4</sup>
1999-2000 à 2009-2010	4,8	7,5	2,6	5,4
1979-1980 à 2009-2010	17,3	22,0	1,9	6,5

1. Pour les données concernant l'administration québécoise, l'IPC a été calculé à partir des moyennes mensuelles du mois de juillet au mois de juin (2009-2010 = 100). Ce choix a été déterminé par la période de référence des données sur la rémunération dans ce secteur.

2. Pour l'ensemble du Québec, la période commence et se termine avec la première année civile des bornes.

3. La dernière année de cette période pour laquelle la rémunération supplémentaire et les primes ainsi que le coût global dans l'administration québécoise ont pu être calculés est 1988-1989. De 1979-1980 à 1988-1989, les salaires et la rémunération supplémentaire et les primes ont diminué de 4,2 %, et le coût global a baissé de 3,7 %.

4. C'est l'année 1990-1991 qui marque le début de cette période pour l'administration québécoise. De 1990-1991 à 2000-2009, les salaires et la rémunération supplémentaire et les primes ont augmenté de 2,5 %, et le coût global, de 3,4 %.

Sources : Secrétariat du Conseil du trésor du Québec. Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Statistique Canada, *Estimations du revenu du travail : tableaux de données*, numéro 13-021-X au catalogue, dernière mise à jour le 27 novembre 2015;

*Enquête sur la population active (EPA)*, Tableau 282-0076, dernière mise à jour le 7 janvier 2016.

Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

## Les infirmières et les infirmières bachelières présentent l'augmentation du salaire réel la plus élevée sur une période de 30 ans, tandis que les professionnels montrent la baisse la plus forte

- Tout comme l'ensemble de l'administration québécoise, quatre des huit<sup>4</sup> catégories d'emplois ont vu leur croissance réelle du salaire moyen augmenter d'une décennie à l'autre. Cependant, les infirmières auxiliaires représentent la seule catégorie qui affiche une croissance réelle positive au cours de chacune des périodes.
- Deux catégories d'emplois montrent une croissance positive durant la première décennie, six catégories présentent cette tendance durant la décennie suivante et cinq durant la dernière décennie.
- Dans trois des huit catégories d'emplois, le signe de la croissance réelle du salaire moyen s'est inversé au cours de la décennie 2000 par rapport à la décennie précédente. La croissance est devenue positive pour les enseignants, mais négative dans le cas des professionnels et des agents de la paix.
- Sur trois décennies, l'ensemble des employés ont connu une croissance réelle positive de leur salaire moyen (+ 2,6 %). La croissance a été positive également pour les cadres (+ 5,8 %), les infirmières et les infirmières bachelières (+ 19,7 %), les infirmières auxiliaires (+ 7,1 %) de même que pour les employés de bureau et les techniciens (+ 6,2 %). Le salaire réel a diminué pendant 30 ans pour les quatre catégories d'emplois restantes. La baisse du salaire réel la plus forte est notée chez les professionnels (- 12,3 %).

4. Certaines catégories d'emplois ont été regroupées afin de permettre une comparaison avec les décennies précédentes.

Tableau 6

**Croissance réelle<sup>1</sup> des salaires moyens par catégorie d'emplois, administration québécoise, décennies 1980, 1990 et 2000**

Catégorie d'emplois	Salaires moyens			
	1979-1980 à 1989-1990	1989-1990 à 1999-2000	1999-2000 à 2009-2010	1979-1980 à 2009-2010
	%			
Cadres	-6,1	6,1	6,2 <sup>2</sup>	5,8 <sup>2</sup>
Professionnels	-11,1	1,8	-3,0	-12,3
Enseignants	-7,5	-2,0	6,7	-3,2
Infirmières bachelières et infirmières	-2,1	10,0	11,1	19,7
Infirmières auxiliaires	2,0	0,3	4,7	7,1
Employés de bureau <sup>3</sup> et techniciens	-0,9	2,8	4,2	6,2
Employés d'entretien et de service et ouvriers	3,1	-2,8	-1,0	-0,9
Agents de la paix	-9,8	1,3	-0,1	-8,7
<b>Ensemble des employés<sup>4</sup></b>	<b>-3,8</b>	<b>2,2</b>	<b>4,4</b>	<b>2,6</b>

1. Pour les données concernant l'administration québécoise, l'IPC a été calculé à partir des moyennes mensuelles du mois de juillet au mois de juin (2009-2010 = 100).

Ce choix a été déterminé par la période de référence des données sur la rémunération dans ce secteur.

2. L'autre personnel non syndiqué n'est pas inclus dans la catégorie « Cadres » pendant la décennie 2000.

3. Cette catégorie inclut également les assistants-techniciens.

4. L'ensemble tient compte de certaines catégories d'emplois non présentées. En 2009-2010, leur proportion était de 1,8 %.

Source : Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

## Environnement économique

### Croissance économique durant les années 2000 légèrement inférieure à celle de la décennie précédente

Au Québec, la croissance économique durant les années 2000 a été, en moyenne, légèrement inférieure à celle de la décennie précédente. Au cours de cette période, le PIB<sup>5</sup> a crû en moyenne de 1,9 % par année, comparativement à 2,0 % pour la décennie précédente.

Le Québec n'a pas été épargné par la récession mondiale de 2009, son économie ayant reculé de 0,8 % en fin de décennie.

Au cours de la décennie 2000, les taux d'intérêt<sup>6</sup> ont été un peu plus volatils que l'inflation (voir figure 3). Les faibles taux d'intérêt ont favorisé la consommation, laissant moins de place à l'épargne.

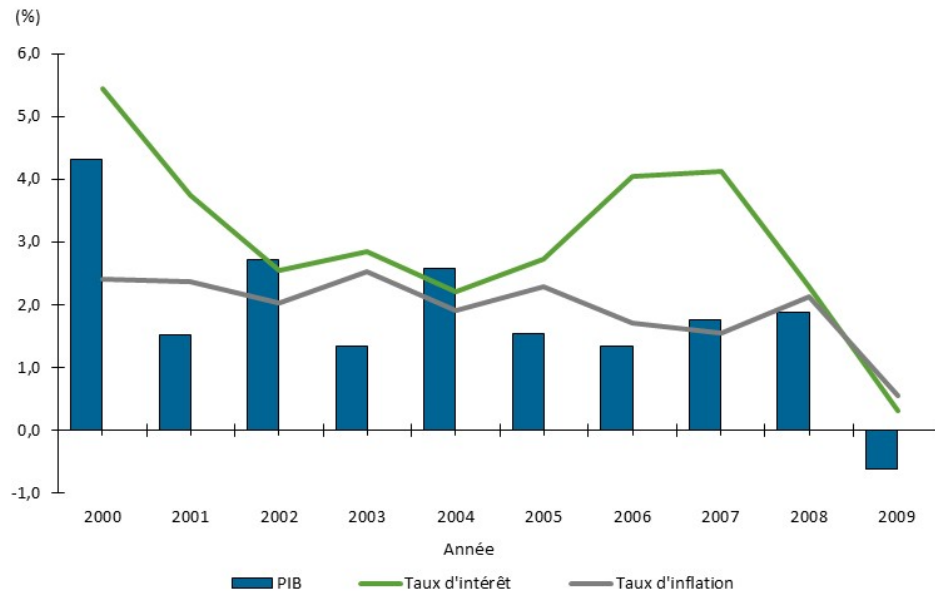
5. Produit intérieur brut aux prix du marché en termes réels.

6. Bons du Trésor de 3 mois.



Figure 3

**Taux de croissance réelle du PIB, taux d'intérêt et taux d'inflation, Québec, 2000 à 2009**



Source : Statistique Canada. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

## Marché du travail

### Progression de l'emploi

Au cours de la décennie 2000, l'emploi a progressé, mais il s'est essoufflé en 2009, année marquée par la récession. De 1999 à 2009, l'économie québécoise a généré 527 600 emplois (+ 15,9 %); cela représente plus du double de la croissance notée pendant la décennie précédente.

### Taux de chômage stable pendant la décennie, malgré les fluctuations annuelles

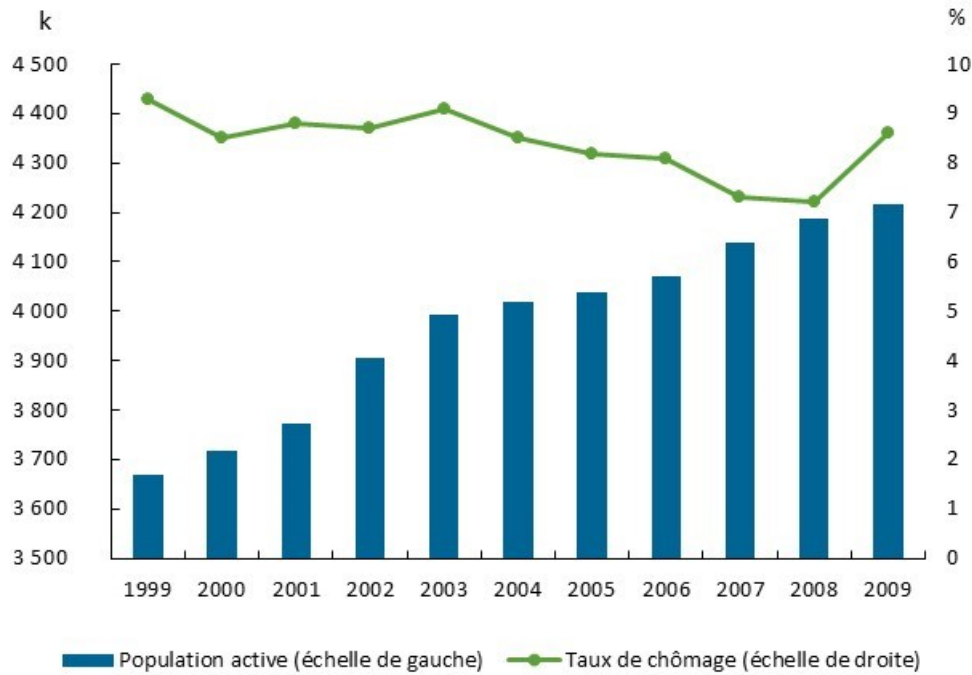
Entre 1999 et 2009, le taux de chômage fluctue d'une année à l'autre. Il atteint 9,3 % en 1999 (voir figure 4), son niveau le plus élevé de la décennie; ensuite, il diminue de manière continue et se fixe à 7,2 % en 2008. À la suite du recul de l'emploi résultant de la chute de l'activité économique en 2009, le taux de chômage s'accroît de 1,4 point et s'établit à 8,6 %.

La proportion de la population qui occupe un emploi ou qui en recherche un activement (taux d'activité) augmente de 2,4 points au cours de la période pour se fixer à 65,2 %.

Pendant la période 1999-2009, le taux d'emploi (proportion de la population de 15 ans et plus ayant un emploi) augmente de 2,7 points et s'établit à 59,6 % en 2009.

Figure 4

**Population active et taux de chômage, Québec, 1999 à 2009**



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2009. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Ces faits saillants sont réalisés par la Direction des statistiques du travail et de la rémunération.

Ont collaboré à la réalisation : Vladimir Racila, analyse des résultats  
Nicole Descroisselles, révision linguistique  
Direction des communications  
Francine Patenaude, mise en page

Pour plus de renseignements : Nadège Jean  
Coordonnatrice études rémunération et relations clients  
Institut de la statistique du Québec  
1200, avenue McGill College, bureau 400  
Montréal (Québec) H3B 4J8

Téléphone : 514 876-4384 (poste 6224)  
Télécopieur : 514 876-1767  
Courriel : publication.dstr@stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal  
Bibliothèque et Archives Canada  
Bibliothèque et Archives nationales du Québec  
3<sup>e</sup> trimestre 2016  
ISBN 978-2-550-76289-8 (en ligne)

© Gouvernement du Québec,  
Institut de la statistique du Québec, 2016

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation  
personnelle est interdite sans l'autorisation  
du gouvernement du Québec.  
[www.stat.gouv.qc.ca/droits\\_auteur.htm](http://www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm)